



Sociabilités des jeunes femmes de classe populaire dans l'espace rural

SE FAIRE UNE PLACE PAR SON RÉSEAU

Longtemps concentrées sur les hommes, les enquêtes sociologiques sur les jeunes ruraux des classes populaires abordent depuis peu la question du genre dans les trajectoires. Vingt ans après *Les gars du coin*, de Nicolas Renahy, l'INJEP, en partenariat avec la chaire de recherche sur la jeunesse de l'École des hautes études en santé publique (EHESP), a mené une enquête auprès de plus d'une centaine de jeunes femmes âgées de 14 à 29 ans vivant dans quatre territoires ruraux. Les résultats mettent en lumière combien elles cumulent des situations de vulnérabilité parce qu'elles sont jeunes (donc en situation de dépendance économique et résidentielle), de classe populaire (moindre qualification que les jeunes urbaines, faiblesse des emplois disponibles et précarisation des conditions de travail), vivant en milieu rural (donc relativement isolées des services publics) mais aussi parce qu'elles sont femmes (orientation scolaire, insertion professionnelle, loisirs, travail domestique, etc.).

Yaëlle Amsellem-Mainguy,
chargée d'études
et de recherche, INJEP

Les jeunes femmes vivant en milieu rural sont longtemps restées dans l'ombre des recherches avant tout parce qu'elles sont moins visibles que leurs *alter ego* masculins. À titre d'exemple, elles fréquentent moins l'espace public, sont moins présentes en politique ou dans les clubs de chasse ou de pêche et autres clubs sportifs. Elles investissent le temps familial et les intérieurs parce que c'est dans les espaces privés qu'elles passent

du temps avec leurs pairs, mais aussi parce qu'elles sont davantage mises à contribution dans le travail domestique et l'aide aux proches que les jeunes hommes. Menée dans la pointe du Finistère, la vallée de la Meuse, les Deux-Sèvres et le massif de la Chartreuse, *Les filles du coin* est une enquête qui a pour objectif de comprendre le rapport que les jeunes femmes entretiennent avec leur territoire, ainsi que de saisir la constitution et les effets de leurs réseaux de sociabilité. Étudier les jeunes femmes sous cet angle contribue à mieux les situer

Ces expériences [...] mettent en évidence l'intégration des familles dans des réseaux de sociabilité et la manière dont cela joue sur la visibilité locale des jeunes femmes

dans leur génération au regard de leur classe sociale, de leur sexe et des rapports de genre en interrogeant leurs conditions de vie dans une sociologie largement marquée par les travaux sur les jeunes hommes (Coquard, 2019 ; Renahy, 2005). Le monde rural n'a d'homogénéité que lorsqu'on l'oppose aux grandes agglomérations. Chercher à comprendre les conditions de vie et d'entrée dans l'âge adulte des jeunes femmes vivant dans les espaces ruraux nécessite de prendre en compte la diversité et l'hétérogénéité de ces territoires : des hameaux composés de quelques maisons et faiblement peuplés et des petites communes éloignées

des grandes villes, aux territoires où une grande partie des actifs se tournent vers la ville la plus proche pour travailler, en passant par les villes centrales dans la géographie locale qui permettent un accès à une série de services (la Poste, le collège, la Mission locale ou Pôle emploi) et de biens (loisirs, consommation, etc.) voire d'emplois (EHPAD, crèche, école, supermarché, usine, etc.). C'est sur ces territoires que vivent près d'un quart des jeunes âgés de 18 à 22 ans (Brutel, 2019), et si la part des jeunes âgés de 18 à 29 ans est plus faible en zone rurale qu'en zone urbaine (10,5 % contre 16 %) cela s'explique avant tout par de fortes disparités en termes d'offres de formation et d'enseignement supérieur entre les territoires.

Être du coin : quand la légitimité vient avant tout de l'investissement parental local

Des enquêtes ont montré combien, pour les jeunes hommes vivant en

milieu rural, la possibilité de se faire une place dans l'espace local passe par un ancrage local, mais aussi par des activités entre pairs et une participation aux sociabilités masculines (football, bar, sorties, pêche, chasse). Autant d'éléments qui contrastent avec cette enquête. Le contexte et les parcours résidentiels des familles ne suffisent pas – loin de là – à comprendre l'inscription des jeunes femmes sur le territoire rural, ni à rendre compte des rapports sociaux qui sont à l'œuvre. En effet, l'analyse des trajectoires montre une forte diversité des ancrages familiaux : certaines jeunes femmes viennent de familles installées dans le même village depuis plusieurs générations tandis que d'autres ont vécu des déménagements successifs dans un rayon d'une trentaine de kilomètres à la France entière. Ces expériences, aussi singulières soient-elles, mettent en évidence l'intégration des familles dans des réseaux de sociabilité et la manière dont cela joue sur la visibilité locale des jeunes femmes dans l'espace social. Autrement dit,

elles vont pouvoir se saisir et mobiliser leur réseau local pour asseoir leur légitimité en faisant du territoire un éventuel lieu d'investissement dans la perspective de « *pouvoir y rester en ayant une vraie place* ». Moins que le lieu de naissance, c'est davantage la place et l'investissement des parents (ou d'autres membres de leur famille) sur le territoire qui est en jeu. « *Ici tout le monde m'appelle la petite [nom de famille] parce qu'en fait tout le monde connaît mon père qu'est le président du club de foot et ma mère qu'est au foyer des jeunes* », dira l'une d'elles. Les jeunes femmes des petites classes moyennes ont des parents qui s'engagent plus souvent dans des formes de notabilité traditionnelles comme la politique locale. Celles des milieux populaires ont des parents qui s'investissent et participent à la vie locale à travers les fêtes de village, par exemple. Ces dernières s'y trouvent de fait impliquées parce qu'elles accompagnent, assistent, soutiennent les activités familiales, mais aussi parce qu'elles sont (re)connues comme étant la fille d'untel ou d'untelle.

L'exemple des clubs de foot est à ce titre très parlant : au cours de l'enquête, nous avons rencontré des filles, petites-filles ou nièces d'hommes investis dans les clubs de football amateurs (président, entraîneur, joueurs...). Qu'elles s'y intéressent ou non, ces jeunes femmes se retrouvent à passer un temps important de leur sociabilité autour du club de foot : aller voir les matchs, participer aux soirées du club, aider aux événements. Ce qui confirme qu'« *une institution telle qu'un club de football amateur n'a pas comme seule fonction de permettre à ses licenciés de pratiquer un sport* » (Renahy, 2005, p. 74), mais constitue une instance de socialisation d'une partie de la jeunesse, y compris féminine. Sans faire elles-mêmes du foot, les jeunes femmes, comme leurs mères, sont les petites mains de la vie du club. Une répartition genrée de l'investissement dans le club de foot est à l'œuvre : aux femmes reviennent le travail de l'animation entre les matchs pour faire vivre localement le club (repas, soirées dansantes, loto ou tombola), ainsi que la préparation et la distribution des repas après les rencontres. Entrant par la porte d'un univers d'hommes, les jeunes femmes se socialisent à la partie réservée aux femmes où prédominent



méthode

Les filles du coin est une enquête qualitative menée entre février 2018 et février 2019 auprès de 193 jeunes femmes âgées de 14 à 29 ans vivant en milieu rural en France métropolitaine [entretiens individuels (n=66) et entretiens collectifs (n=127)]. Partant de la définition subjective du rural, ces jeunes femmes habitent « *en campagne* », « *loin* », « *au milieu de nulle part* » ou encore « *dans un trou perdu* », dans des hameaux, des villages ou des villes de moins de 8 000 habitants. Parmi les 66 jeunes femmes ayant répondu aux entretiens individuels, 24 sont mineures et 14 d'entre elles ont le permis de conduire. Du côté de leur formation, près d'un quart sont encore en études, près d'un tiers ont un niveau BEP/CAP ou obtenu le diplôme, 9 ont un niveau bac et autant ont un niveau bac + 2. Enfin, seules 4 jeunes femmes ont poursuivi des études au-delà de la licence. Une dizaine d'entre elles sont inscrites dans le dispositif « Garantie Jeunes ». Celles qui sont en emploi – le plus souvent avec des contrats précaires – occupent des postes dans les secteurs de la petite enfance, l'aide à la personne, la vente, l'entretien et les ménages, mais aussi des postes d'ouvrières à l'usine. Leurs parents sont pour une majorité d'entre eux employés (28 %) ou ouvriers (23 %) ; 11 % ont au moins un de leurs parents dans les professions intermédiaires et 7 % ont des parents cadres ou professions intellectuelles supérieures. Près d'un quart d'entre elles vivent dans des familles où les parents ne travaillent pas et 13 jeunes femmes n'ont pas été en mesure de situer la profession de leurs parents.

Les entretiens avaient pour objectif de prendre en compte la diversité de la réalité sociale, des conditions de vie et de sociabilités des jeunes femmes vivant sur les territoires ruraux. Ce qui importe ici n'est pas de prendre la question de la ruralité au sens strict, administratif ou statistique, mais de retenir ce que les jeunes femmes disent du rural, comment et pourquoi elles s'identifient et se sentent concernées par une recherche sociologique portant sur la ruralité. Autrement dit, cela permet de prendre en compte ce qu'est la vie quotidienne en milieu rural dans un contexte social et historiquement donné.

Voir l'intégralité du rapport de recherche : Amsellem-Mainguy Y. avec la collaboration de Voisin S.-G., 2019, « Les filles du coin. Enquête sur les sociabilités et les conditions de vie des jeunes femmes en milieu rural », *Notes & rapports*, INJEP [en ligne sur www.injep.fr, rubrique « Publications »].

Les entretiens et restitutions de cette enquête ont été réalisés avec Sacha-Gaspar Voisin. Qu'il soit ici remercié pour sa précieuse collaboration.

une manière de « faire groupe », de « savoir accueillir » et de « mettre à l'aise tout le monde », pour reprendre leurs mots. Elles y affirment aussi leur appartenance au groupe et participent en cela à créer l'unité et à donner, voire à renforcer la place du club dans et hors du village.

En marge des sociabilités locales : stigmatisation de la pauvreté et de la précarité

Certaines jeunes femmes restent en marge de ces sociabilités locales, ce qui vient mettre à mal cette représentation idéalisée et largement diffusée d'un milieu rural plus solidaire où la proximité est de mise, par opposition aux grandes villes caractérisées par l'anonymat et l'individualisation. Parmi ces jeunes femmes on retrouve celles qui ont connu de multiples déménagements (séparations des parents, changements d'emplois, conditions d'habitation précaires ou insalubres...), qui n'ont pas de groupe d'amis fort datant de l'enfance, ni de relations de voisinage particulièrement soutenues. Ces jeunes femmes sont celles qui disposent le moins de ressources et de réseaux. Plus souvent issues de familles monoparentales, leurs parents (plus souvent leurs mères) sont sans emploi et avec de très faibles qualifications et font partie des fractions les plus précaires des classes populaires. Leurs parents se tiennent (et sont tenus) à distance des événements locaux, n'y sont pas associés et ne s'y rendent pas. Or une jeune femme résume : « Ici, qui n'invite pas n'est pas invitée » et « qui ne vient pas, n'est plus invitée ». Les conversations entre elles permettent de saisir les critères avancés pour déterminer la pauvreté : les jeunes femmes ne se basent pas sur le fait d'être bénéficiaire d'aides sociales, mais croisent à la fois les conditions de vie objectives (lieux et type d'habitation) et subjectives (manières d'être, manières de faire, manières de parler), mais aussi les consommations (vêtements et marques ; fréquentations des lieux jeunes comme les bars et discothèques...) et, enfin, les origines sociales (parents en emploi ou non). Autant d'éléments qui participent à distinguer les jeunes entre eux et à isoler les femmes les plus pauvres (Siblot *et al.*,



Repère statistique

Les données du recensement INSEE de 2015 montrent que près d'un tiers des 15-17 ans et un quart des jeunes de 17 à 29 ans vivent en milieu rural (27 %), mais cela ne doit pas masquer les grandes variations selon l'âge à cette période de la vie. Formation professionnelle ou supérieure et entrée dans l'emploi sont polarisées dans les villes voire dans les grandes métropoles. La moitié des jeunes ruraux de 15 à 29 ans sont actifs occupés (emploi, apprentissage, stage rémunéré), soit 6 points de plus que les jeunes urbains du même âge. Si les jeunes hommes occupent des postes d'ouvriers (agriculture, construction), les jeunes femmes vivant en milieu rural occupent quant à elles majoritairement des emplois d'employées (dans les secteurs de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale).

Voir l'intégralité de la fiche repère de Chantal Brutel sur les caractéristiques sociodémographiques des jeunes ruraux, 2019 [en ligne sur www.injep.fr, rubrique « Publications »].

2015). Elles et leurs familles sont stigmatisées par leur situation de pauvreté. Elles sont mises et se mettent à l'écart des groupes juvéniles. Cet isolement n'a pas seulement des conséquences sur les sociabilités : elles ne peuvent bénéficier des réseaux de soutien, des déplacements des uns pour aller à la ville ou des sorties. Il résulte de la faiblesse de leurs réseaux et des ressources mobilisables qu'elles ont aussi plus de difficultés que les autres pour trouver des emplois localement.

Avoir du réseau pour trouver un travail : une insertion professionnelle sous tension

Les récits des parcours de formation mettent en évidence la prééminence d'une forte adaptation des trajectoires par les jeunes femmes à l'offre disponible : elles décrivent « faire avec » la carte locale des formations qui est elle-même largement déterminée par les emplois disponibles et les secteurs qui recrutent localement : petite enfance, EHPAD, grande distribution, usine... Sur les quatre territoires enquêtés, la tension sur le marché du travail est forte et la faiblesse des emplois locaux implique une concurrence accrue entre les jeunes femmes restées sur le territoire, ainsi qu'une concurrence avec celles qui cherchent à y (re)venir après une formation dans une grande ville. Dans ce contexte, l'inscription des jeunes femmes et de leur famille dans la communauté locale rend donc possible leur insertion sur le marché du travail, les solidarités familiales s'organisant autour

du don et du contre-don (Lambert, 2012). Les jeunes femmes de familles reconnues peuvent être sollicitées pour apporter de l'aide (garder les enfants, faire des courses...), ce qui contribuera à la diversification de leurs réseaux de sociabilité et, à moyen terme, leur permettra de trouver du travail. À la différence des jeunes hommes, leur investissement dans le travail domestique en fait des soutiens familiaux importants à l'égard de leur mère, notamment pour apporter de l'aide à leurs proches et plus spécifiquement « aux petits » ; elles contestent parfois les rapports de genre qui sont à l'œuvre, mais dans le même temps cela leur confère une place centrale dans la famille (Schwartz, 2018). Le réseau est au cœur d'une grande partie des entretiens, qu'il s'agisse des stages, de travail ou de logement. Mais trouver un emploi par réseau d'interconnaissance induit de « faire confiance », tant sur les conditions de travail que sur les conditions d'emploi. Pourtant, les jeunes femmes n'ont pas toujours des contrats de travail, une rémunération à hauteur de ce qui était prévu, mais elles se doivent d'être loyales vis-à-vis du « patron » au risque de ne plus avoir d'opportunité ensuite. La nécessité de trouver un travail et de « gagner des sous » dans un contexte marqué par la faiblesse des emplois disponibles font qu'elles ne se permettent pas de critiquer leurs employeurs et acceptent de travailler à n'importe quel prix. Cette situation est d'autant plus accentuée pour les jeunes femmes sans qualification et/ou qui sont marginalisées par la pauvreté de leur famille. Parmi celles qui ont une formation

diplômante, c'est sur les filles des milieux populaires que se conjuguent les difficultés. Ce sont elles qui subissent à la fois les contraintes familiales, les conséquences d'une orientation genrée dont elles n'ont pas les capitaux pour la contester, les discriminations à l'embauche (liées notamment à la maternité ou à la moindre efficacité et/ou capacité supposée des femmes pour exercer tel ou tel métier) et dans la gestion de carrière (la prise de poste à plus grande responsabilité, l'ascension professionnelle au sein de l'entreprise leur paraissent freinées), ainsi que la précarité généralisée des emplois qu'elles parviennent à « *dégoter* ».

Partir ou rester : quand l'injonction à la mobilité pèse sur les parcours

L'absence de mobilité géographique des jeunes femmes vivant en milieu rural est traditionnellement appréhendée par les travailleurs sociaux et les professionnels de jeunesse ou les élus comme un désavantage. En regard, les principales concernées produisent un discours largement marqué par l'injonction au départ et à la mobilité, autrement dit quel qu'en soit le motif – études, emploi, loisirs – les jeunes femmes vivant en milieu rural devraient aspirer à en partir. Si cette norme du départ semble avoir pris du côté des jeunes femmes issues des classes moyennes et aisées venant de milieu

rural (pour qui partir est une des conditions de la réussite), elle n'est pas si évidente pour les jeunes femmes issues de la petite classe moyenne et des classes populaires enquêtées (Orange et Renard, 2018). Cet immobilisme qui caractériserait les jeunesses populaires rurales est très discutable : dès la fin du collège ou le début du lycée une partie des jeunes femmes vont en internat à plusieurs dizaines de kilomètres de chez elles. Leurs premiers stages et premiers emplois sont situés également relativement loin de chez elles. Les activités de loisirs ou les visites des unes chez les autres impliquent également des mobilités importantes et quand elles « *s'installent en couple* » elles sont plus nombreuses à rejoindre le territoire de leur partenaire que l'inverse. Tous ces déplacements sont autant de mobilités sur un territoire qui s'agrandit à mesure qu'elles entrent dans l'âge adulte. La diversité des réseaux de sociabilité et l'appartenance à des réseaux de relation localisés participent à produire (et reproduire) des ressources y compris en matière de mobilité quelle qu'en soit la durée ou le motif. Les récits des jeunes femmes déplacent l'unité de mesure : il faut parler en temps de trajet plutôt qu'en nombre de kilomètres, tant cela conditionne et légitime les déplacements. Nombreuses sont celles qui insistent sur leur volonté de rester sur leur territoire pour la qualité de vie, le calme et la nature mais aussi l'ancrage familial

ou amical mais, dans le même temps, elles regrettent de n'avoir que très peu les moyens d'y vivre bien : faiblesse des transports en commun, éloignement de plus en plus marqué des services publics et des professionnels de santé, précarité des emplois et des conditions de travail, accession au logement en concurrence avec les maisons secondaires sur les deux territoires touristiques, ou encore absence d'offres de services et de loisirs et rareté des clubs sportifs féminins sont autant d'éléments avancés dans les entretiens. De plus, les jeunes femmes font part d'un moindre accès aux transports autonomes : à l'adolescence elles décrivent avoir moins souvent le droit de faire de grands déplacements en vélo et moins encore en scooter, le deux-roues motorisé reste l'apanage des jeunes hommes dans une construction genrée des mobilités qui doit aussi être reliée à une vision genrée des risques dans l'espace public qui concerneraient principalement les jeunes femmes (incivilités au volant, accidents, violences sexuelles...). L'enquête *Les filles du coin* montre ainsi que l'enjeu de grandir en milieu rural ne tient pas tant dans l'idée de partir ou rester sur le territoire que dans celle d'avoir les moyens et la capacité de le faire. Car pour les jeunes femmes des classes populaires vivant en milieu rural, les coûts au départ sont multiples : financiers, amicaux (quitter son groupe, expérimenter la solitude) ou encore amoureux, enfin organisationnels et familiaux.



sources bibliographiques

- Brutel C., « Qui sont les jeunes ruraux ? Caractéristiques sociodémographiques », *Fiches Repères*, INJEP, 2019.
- Coquard B., *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, Paris, La Découverte, 2019.
- Lambert A., *Tous propriétaires ! Politiques urbaines et parcours d'accédants dans les lotissements périurbains, 1970-2010*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2012.
- Orange S., Renard F., « Au bonheur des dames. Attachement local et relations d'obligations dans l'accès à l'âge adulte des jeunes femmes d'origine populaire et rurale. Rapport final, post-enquête Rurales », *Post-enquêtes. Enquête nationale sur les ressources des jeunes*, Paris, DREES-INSEE, 2018.
- Renahy N., *Les gars du coin : enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, 2005.
- Schwartz O., « Les femmes dans les classes populaires, entre permanence et rupture », *Travail, genre et sociétés*, vol. 39, n° 1, pp. 121-138, 2018.
- Siblot Y., Cartier M., Coutant I., Masclat O., Renahy N., *Sociologie des classes populaires contemporaines*, Paris, Armand Colin, 2015.